

18 juin 2021

Soudan : Situation politique et sécuritaire depuis août 2019

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	Evolution du contexte politique.....	3
1.1.	Les premiers pas de la transition.....	3
1.1.1.	Le Conseil souverain et le nouveau Premier ministre.....	3
1.1.2.	Formation du Gouvernement de transition.....	3
1.1.3.	Liquidation du régime d’Omar el-Béchir.....	3
1.1.4.	Des tensions entre les partenaires de la transition.....	4
1.2.	Des attentes et un mécontentement populaire grandissants.....	5
1.3.	Une scène politique en voie de recomposition.....	6
2.	Les négociations avec les groupes rebelles et l’Accord de paix du 3 octobre 2020.....	7
3.	Une mise en œuvre laborieuse des termes de l’Accord de paix.....	8
3.1.	D’intenses négociations précisent les futures institutions de la transition.....	8
3.2.	Formation d’un gouvernement élargi le 8 février 2021.....	9
3.3.	Des tensions politiques sur fond de crise sociale exacerbée.....	9
4.	Situation sécuritaire.....	10
4.1.	Une situation de plus en plus précaire au Darfour.....	10
4.1.1.	Des violences intercommunautaires en nette recrudescence en 2020.....	10
4.1.2.	Une dégradation de la situation sécuritaire en 2021.....	11
4.2.	De violents conflits intercommunautaires dans l’Est et le Sud du pays.....	12
5.	Les tensions avec l’Ethiopie dans l’Est.....	12
	Bibliographie.....	14

Résumé : Des tensions persistantes entre les composantes militaires et civiles des autorités de transition – Des attentes et un mécontentement populaire grandissant - Frustrés par l’absence d’amélioration de leur quotidien, les Soudanais critiquent de plus en plus sévèrement les autorités de transition – Les négociations de paix entre le Gouvernement de transition, le Front révolutionnaire soudanais et l’Armée de libération du Soudan-faction Minni Minawi aboutissent à la signature, le 3 octobre 2020, de l’Accord pour la paix au Soudan – Une mise en œuvre laborieuse des termes de l’accord de paix - Les nominations des gouverneurs des Etats et la formation du Conseil législatif sont toujours attendues sur fond de tensions politiques - Une dégradation de la situation sécuritaire, notamment au Darfour, avec une augmentation inquiétante des violences intercommunautaires.

Abstract : Persistent tensions between the military and civilian components of the transitional authorities - Growing popular discontent and expectations - Frustrated by the lack of improvement in their daily lives, Sudanese increasingly criticize transitional authorities - Peace negotiations between the Transitional Government, the Sudanese Revolutionary Front and the Sudanese Liberation Army-Minni Minawi faction culminate in the signing, on October 3, 2020, of the Sudan Peace Agreement - Appointments of state governors and formation of the Legislative Council still awaited amid political tensions - A deterioration of the security situation, especially in Darfur, with a worrying increase in intercommunal violence.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Evolution du contexte politique

1.1. Les premiers pas de la transition

1.1.1. Le Conseil souverain et le nouveau Premier ministre

Le Conseil souverain et le nouveau Premier ministre, l'économiste Abdalla Hamdok, sont investis le 21 août 2019. Le Conseil souverain, la plus haute instance du pouvoir chargée de superviser la transition, remplace le Conseil militaire de transition (CMT) en fonction depuis la chute du président Omar el-Béchir en avril 2019. Il compte onze membres, cinq militaires et six civils. Le chef de l'ancien CMT, Abdel Fattah al-Burhan, prend, sans surprise, la tête du nouvel organe pour les 21 prochains mois, un civil devant normalement lui succéder pour le reste des 39 mois de transition prévus. Même si l'armée conserve la tête du Conseil souverain, le pays n'est plus dirigé exclusivement par des militaires¹.

Les mois qui suivent la mise en place des nouvelles autorités de transition sont marqués par des **tensions persistantes entre les composantes militaires et civiles des autorités de transition**, ainsi que par des **divisions croissantes au sein des Forces pour la liberté et le changement (FLC) et de l'Association des professionnels soudanais (APS)**, les fers de lance du mouvement de contestation populaire à l'origine du renversement du président Omar el-Béchir. **Ces divisions contribuent au morcèlement du paysage politique soudanais**².

1.1.2. Formation du Gouvernement de transition

Le 5 septembre 2019, avec quelques jours de retard sur le calendrier initialement prévu en raison de tractations qui se sont prolongées concernant la composition du gouvernement³, **le Premier ministre Abdalla Hamdok**, en poste depuis le 21 août, **dévoile les noms des membres de son gouvernement, majoritairement composé de civils**. Parmi la vingtaine de ministres figurent quatre femmes, dont la cheffe de la diplomatie, Asma Mohamed Abdallah. Ibrahim Elbadawi, un ancien économiste de la Banque mondiale, obtient le portefeuille des Finances, tandis qu'une figure de la révolution, Maddani Abbas Madani, est nommé à la tête du ministère du Commerce et de l'Industrie. Deux militaires, le lieutenant général Gamal Omar et Idriss Traifi, obtiennent respectivement les ministères de la Défense et de l'Intérieur⁴.

1.1.3. Liquidation du régime d'Omar el-Béchir

Le 21 septembre 2019, Abdalla Hamdok établit une commission chargée d'enquêter sur le massacre du 3 juin lors du démantèlement par les forces de sécurité du *sit-in* à Khartoum⁵.

Le 21 octobre, des milliers de personnes manifestent, à l'appel des FLC, dans plusieurs villes du pays pour apporter leur soutien au nouveau gouvernement. Les manifestants exigent également la dissolution de l'ancien parti présidentiel, le Parti du congrès national (*National Congress Party*, NCP), dont certains cadres occupent toujours des fonctions importantes⁶.

Le 28 novembre, le Conseil souverain et le Conseil des ministres adoptent une « **Loi sur le démantèlement du régime de l'Ingaz**⁷ » et un Acte d'ordre public. Le premier texte ordonne notamment la **dissolution du NCP**, ainsi que la confiscation de ses biens et avoirs. Les cadres de l'ancien parti présidentiel sont interdits d'activités politiques pour une période de dix ans. La loi prévoit également l'exclusion des membres du parti des institutions et entreprises publiques⁸.

Le 14 décembre 2019, l'ancien président Omar el-Béchir (75 ans), jugé depuis le mois d'août par un tribunal spécial pour des faits de corruption, est finalement condamné à deux ans de détention dans un centre correctionnel pour personnes âgées. En effet, selon la loi soudanaise, toute personne âgée de

¹ France 24, 21/08/2019. [url](#) ; France 24, 21/08/2019. [url](#)

² Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/912, 17/09/2020. [url](#)

³ Sudan Tribune, 28/08/2019. [url](#)

⁴ RFI, 05/09/2019. [url](#)

⁵ Sudan Tribune, 25/05/2021. [url](#)

⁶ RFI, 22/10/2019. [url](#)

⁷ *Ingaz* ou *Inqaz* signifie « salut » en arabe.

⁸ Sudan Tribune, 28/11/2019. [url](#) ; France 24, 29/11/2019. [url](#)

plus de 70 ans ne peut être détenu en prison⁹. Le même jour, plusieurs milliers de partisans de l'ancien président se rassemblent devant le palais présidentiel pour dénoncer la politique du gouvernement de transition¹⁰.

Omar el-Béchr est également poursuivi, depuis mai 2019, pour incitation et participation aux meurtres de manifestants au cours du mouvement de contestation populaire ayant entraîné sa chute en avril 2019¹¹.

Le 9 mars 2020, le Premier ministre Hamdok échappe à une tentative d'attentat à l'engin explosif alors que son convoi circulait dans Khartoum¹². Les autorités soudanaises dénoncent une « attaque terroriste » orchestrée par les ennemis de la Révolution soudanaise¹³. Le 11 mars, le porte-parole du gouvernement annonce l'arrestation de plusieurs individus, dont des étrangers, présentés comme appartenant à un groupe islamiste¹⁴.

Dans le courant du mois d'avril, les partisans de l'ancien régime organisent trois manifestations à Khartoum pour dénoncer le manque de pain et de carburant mais aussi pour critiquer l'action gouvernementale et appeler à une prise du pouvoir par les militaires. Le 25 avril, le président du Conseil souverain, Abdel Fattah al-Burhan accuse l'ancien parti présidentiel et ses partisans d'être les instigateurs de tentatives de déstabilisation des autorités de transition¹⁵.

Le 8 juin, l'armée soudanaise annonce la dissolution officielle des Forces de défense populaires, l'une des milices d'obédience islamiste, ayant servi de forces d'appoint au régime d'Omar el-Béchr, notamment dans les régions en conflits du Darfour et du Sud-Kordofan¹⁶.

Le 29 juin, plusieurs dirigeants de l'ancien parti présidentiel, dont Ibrahim Ghandour, ministre des Affaires étrangères entre 2015 et 2018, sont arrêtés¹⁷.

Le 21 juillet, un nouveau procès visant Omar el-Béchr s'ouvre devant une Cour spéciale formée du président de la Cour suprême et de deux juges d'appel. Le président déchu est cette fois accusé d'avoir violé l'ordre constitutionnel lors du coup d'Etat de 1989 l'ayant amené au pouvoir et encourt la peine capitale. 27 autres prévenus comparaissent à ses côtés dont l'ancien Vice-président Ali Osman Taha et le général Bakri Hassan Saleh¹⁸.

1.1.4. Des tensions entre les partenaires de la transition

Le 4 novembre 2019, les FLC annoncent la formation de nouvelles structures organisationnelles (un Comité central et une Coordination centrale) présentées comme plus en adéquation avec les besoins de gouvernance des forces politiques civiles durant la période de transition. Cette décision intervient dans un contexte de fortes tensions au sein de la coalition avec l'opposition notamment de l'APS et du Parti communiste soudanais (PCS), ces deux formations étant opposés à toute restructuration de la coalition¹⁹.

Alors que des négociations sont en cours entre les autorités de transition et les mouvements rebelles armés réunis au sein du Front révolutionnaire soudanais (FRS²⁰), **des tensions voient le jour entre les FLC, et plus particulièrement l'APS au sein de la coalition, et le FRS** autour de la question de la nomination de gouverneurs civils et de la mise en place du Conseil législatif de transition. En effet, les FLC militent pour une nomination rapide des gouverneurs civils en remplacement des gouverneurs

⁹ RFI, 14/12/2019. [url](#)

¹⁰ Sudan Tribune, 14/12/2019. [url](#)

¹¹ Jeune Afrique, 14/05/2019. [url](#)

¹² Sudan Tribune, 09/03/2020. [url](#)

¹³ Sudan Tribune, 09/03/2020. [url](#)

¹⁴ Sudan Tribune, 12/03/2020. [url](#)

¹⁵ Sudan Tribune, 25/04/2020. [url](#)

¹⁶ RFI, 11/06/2020. [url](#)

¹⁷ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/912, 17/09/2020. [url](#)

¹⁸ RFI, 21/07/2020. [url](#)

¹⁹ Sudan Tribune, 04/11/2019. [url](#)

²⁰ Le FRS rassemble les groupes armés darfouris du Mouvement pour la justice et l'égalité, le Mouvement de libération du Soudan-Conseil de transition et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N)-faction Malik Agar présent au Nil Bleu.

militaires alors toujours en place²¹. Les mouvements réunis au sein du FRS sont catégoriquement opposés à cette demande des FLC qu'ils ressentent comme une tentative des civils de les marginaliser dans le processus de transition²². Le chef du gouvernement, Abdalla Hamdok, est, quant à lui, partisan d'attendre la signature des accords de paix avec les groupes rebelles²³.

Début avril 2020, le Conseil souverain, le Gouvernement de transition et les FLC se réunissent pour travailler à la réforme des institutions étatiques, alors que la lenteur du rythme de ces réformes fait l'objet de plus en plus de critiques. Les partenaires au pouvoir décident de la mise en place d'une commission chargée de superviser la mise en œuvre des réformes et composée de trois membres du Conseil souverain, de quatre ministres et de huit membres des FLC²⁴.

1.2. Des attentes et un mécontentement populaire grandissants

Le 3 juin 2020, des centaines de personnes manifestent à Khartoum à l'occasion du premier anniversaire de la dispersion violente du *sit-in*. **Cette journée de mobilisation marque le début d'une période de protestation croissante²⁵. Cette mobilisation est le fait principalement des comités de résistance des quartiers**, qui se sont imposés en tant que nouveau type d'organisation politique indépendant des partis politiques traditionnels²⁶. **Un an après le massacre du *sit-in*, les familles des victimes réclament toujours justice et critiquent l'avancement de l'enquête menée par la commission mise en place par le Premier ministre en décembre 2019, et dont l'indépendance est sérieusement mise en doute²⁷.**

Le 30 juin, des dizaines de milliers de personnes manifestent, à l'appel de l'APS, de partis politiques et des familles de victimes de la répression, à Khartoum et dans d'autres villes du pays pour réclamer des réformes et que justice soit faite pour les victimes du soulèvement populaire²⁸.

Début juillet, alors que le Darfour connaît un mouvement de contestation pacifique depuis plusieurs semaines, les autorités soudanaises décident de placer la province du Darfour Nord sous état d'urgence jusqu'à nouvel ordre après de récentes violences. Le gouverneur du Darfour Nord dénonce des éléments extérieurs qui cherchent à exploiter la situation et à peser sur les négociations de paix en cours entre les autorités de transition et les mouvements armés rebelles²⁹.

Le 9 juillet, sur fond de mécontentement populaire grandissant, le Premier ministre Abdalla Hamdok procède à un profond remaniement du Gouvernement de transition et acte le départ de sept ministres importants. Des ministres intérimaires sont désignés en attendant la nomination de nouveaux ministres censée intervenir après la signature de l'accord de paix prévue le 2 octobre³⁰.

Le 22 juillet, Abdalla Hamdok nomme les gouverneurs civils intérimaires des 18 Etats que compte le pays. Les nominations officielles doivent intervenir après la signature définitive de l'accord de paix avec les groupes armés. Ces nominations de gouverneurs intérimaires font l'objet de contestations, notamment du FRS, dans les Etats de Kassala, de Gedaref, du Darfour-Est et du Nord-Kordofan³¹.

Le 17 août, plusieurs milliers de personnes manifestent dans les rues de la capitale pour dénoncer la lenteur de la transition. Des violences opposent manifestants et policiers qui font usage de gaz lacrymogènes³².

²¹ Sudan Tribune, 18/01/2020. [url](#)

²² Sudan Tribune, 14/04/2020. [url](#)

²³ Sudan Tribune, 05/03/2020. [url](#)

²⁴ Sudan Tribune, 06/04/2020. [url](#)

²⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/912, 17/09/2020. [url](#)

²⁶ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/912, 17/09/2020. [url](#)

²⁷ RFI, 11/04/2020. [url](#)

²⁸ VOA Afrique, 30/06/2020. [url](#)

²⁹ RFI, 14/07/2020. [url](#)

³⁰ RFI, 10/07/2020. [url](#)

³¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/912, 17/09/2020. [url](#)

³² VOA Afrique, 17/08/2020. [url](#)

Le 21 octobre, l'appel à manifester en commémoration de la révolution de 1964 lancé par un groupe de partis politiques et des membres des FLC et de l'APS suscite un regain de tension. Les violences font plusieurs victimes civiles³³.

Le 19 décembre 2020, des dizaines de milliers de personnes manifestent à Khartoum, el-Fasher, Gedaref, Kassala, Kadougli, Port Soudan, Atbara, Dongola et Nyala pour célébrer le deuxième anniversaire du soulèvement ayant amené à la chute du régime d'Omar el-Béchir. **Frustrés par l'absence d'amélioration de leur quotidien, les manifestants critiquent sévèrement les autorités de transition.** Deux tentatives de *sit-in*, une devant le palais présidentiel à Khartoum, et une autre devant le Parlement à Omdurman, sont dispersées par les forces de sécurité³⁴.

En février 2021, le pays connaît de nouvelles journées de manifestations et de grève contre l'augmentation des prix du pain, des transports et la violence excessive des forces de sécurité³⁵.

Le 11 avril, la police disperse un cortège de manifestants, qui dénoncent leurs conditions de vie et les coupures récurrentes d'eau et d'électricité, dans les rues de la capitale en utilisant des gaz lacrymogènes³⁶.

L'association des familles des martyrs organisent une manifestation le 11 mai 2021 pour dénoncer la lenteur des travaux de la commission d'enquête. Plusieurs milliers de personnes défilent pacifiquement dans les rues de la capitale et convergent vers l'avenue qui longe le quartier général de l'armée, malgré les barrages des forces de sécurité. **Les forces de sécurité font usage de tirs à balles réelles pour disperser le cortège. Deux manifestants sont tués** et plusieurs dizaines d'autres blessés. Le Premier ministre se dit choqué par la répression brutale de cette marche pacifique³⁷. Cet incident amène Abdalla Hamdok à faire pression sur la commission afin qu'elle accélère ses travaux. Le 25 mai, Nabil Adeb, qui dirige ladite commission, affirme manquer encore de preuves irréfutables établissant l'identité des responsables des violences du 3 juin 2019³⁸.

Pour protester contre la mort des deux manifestants le 11 mai et la mise à l'écart des civils au sein des institutions, Aisha Moussa Saeed, l'une des deux femmes membres du Conseil souverain, donne sa démission de l'organe qui préside à la transition au Soudan³⁹. Les autorités soudanaises annoncent très rapidement l'arrestation des soldats ayant ouvert le feu sur les manifestants⁴⁰.

1.3. Une scène politique en voie de recomposition

Les Forces pour la liberté et le changement (FLC), le fer de lance du mouvement de contestation populaire ayant amené au renversement du président el-Béchir, s'enfoncent dans les dissensions et voient leur influence politique reculée. En juin 2020, l'Association des professionnels soudanais (APS) se sépare des FLC et se scinde elle-même en plusieurs factions. **Les comités de résistance de quartier deviennent, quant à eux, un véritable acteur politique et affichent une opposition de plus en plus radicale envers les autorités de transition** en déclenchant de nouvelles manifestations dans le pays⁴¹.

Le 5 novembre, un regroupement de neuf comités de résistance et une faction dissidente de l'APS alliée au Parti communiste soudanais (PCS) critiquent ouvertement les FLC. Le 7 novembre, le PCS se retire, à son tour de la coalition des FLC⁴².

Le 25 décembre 2020, le Mouvement populaire de libération du Soudan/Nord (MPLS/N)/faction al-Hilu s'allie à onze partis politiques et mouvements de la société civile. Le 12 janvier 2021, le Front

³³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/1155, 01/12/2020. [url](#)

³⁴ RFI, 19/12/2020. [url](#) ; France 24, 20/12/2020. [url](#)

³⁵ Radio Dabanga, 05/02/2021. [url](#) ; Radio Dabanga, 23/02/2021. [url](#)

³⁶ Radio Dabanga, 12/04/2021. [url](#)

³⁷ RFI, 12/05/2021. [url](#) ; Sudan Tribune, 12/05/2021. [url](#)

³⁸ Sudan Tribune, 25/05/2021. [url](#)

³⁹ RFI, 24/05/2021. [url](#)

⁴⁰ Sudan Tribune, 12/05/2021. [url](#)

⁴¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/912, 17/09/2020. [url](#)

⁴² Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/1155, 01/12/2020. [url](#)

révolutionnaire soudanaise (FRS) et le Parti Oumma⁴³ annoncent également la formation d'une alliance⁴⁴.

Le 14 mai, les quelques 28 partis politiques et organisations de la société civile membres des FLC s'entendent pour réformer les structures de la coalition, laquelle a connu, ces derniers mois, le départ de plusieurs membres en raison de divergences concernant le calendrier des réformes politiques et économiques, ainsi que la place des militaires au cours de la transition. Une conférence prévue en mars 2020 pour déjà discuter de réformes de la coalition ne s'était alors pas tenue⁴⁵.

2. Les négociations avec les groupes rebelles et l'Accord de paix du 3 octobre 2020

Le 9 septembre 2019, le Conseil souverain et le FRS se mettent d'accord pour entamer des discussions à partir du mois suivant⁴⁶. **Le 21 octobre, un accord d'étape pour la paix est signé.** Alors que quelques jours auparavant un cessez-le-feu permanent, global et sans condition a été décrété, le gouvernement autorise l'acheminement de l'aide humanitaire dans les régions déchirées par la guerre du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil Bleu⁴⁷.

Le 9 janvier 2020, le Premier ministre effectue une visite historique dans les monts Nouba au Sud-Kordofan. Cette visite d'un membre du gouvernement soudanais est la première depuis la reprise du conflit dans la région en 2011. Le Premier ministre est accompagné d'une délégation gouvernementale et de responsables du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, l'objectif étant d'étendre l'accès humanitaire dans les zones en conflit⁴⁸.

Le 31 août, après près d'un an de négociations menées sous la médiation du Soudan du Sud, un accord de paix est finalement conclu à Juba, la capitale sud-soudanaise, entre le Gouvernement de transition et cinq représentants des groupes armés rebelles de l'alliance du Front révolutionnaire soudanais (FRS) et de l'Armée de libération du Soudan (ALS)-faction Minni Minawi. L'accord couvre d'importantes questions concernant les mesures de sécurité et l'intégration des combattants dans l'armée soudanaise, la propriété foncière, la justice transitionnelle, le partage du pouvoir et le retour des personnes déplacées⁴⁹.

Le 3 septembre, le Gouvernement de transition et le Mouvement populaire de libération du Soudan/Nord (MPLS/N)-faction Abdelaziz al-Hilu signent un accord de principe sur un maintien de la cessation des hostilités durant le processus de paix⁵⁰.

Le 3 octobre 2020, l'Accord pour la paix au Soudan est officiellement ratifié par le Gouvernement de transition, le FRS et l'ALS-faction Minni Minawi, à Juba. Cet accord n'est pas signé par le MPLS/N-faction al-Hilu et l'ALS-faction Abdel Wahid⁵¹. Abdelaziz al-Hilu s'était retiré des négociations le 20 août 2020 pour protester contre la participation du général Mohamed Hamdan Dagalo dit « Hemedti »⁵² aux pourparlers de paix. Le MPLS/N refuse ensuite de rejoindre l'Accord de paix tant que le principe de la séparation de la religion et de l'État n'est pas garanti par les nouvelles autorités⁵³. Le chef de l'ALS-faction Abdul Wahid, Abdul Wahid al-Nur, campe, quant à lui, sur son refus de négocier avec le Gouvernement de transition dont il nie toute légitimité⁵⁴.

⁴³ Parti politique islamiste centriste fondé en 1945 et dirigé par la famille al-Mahdi depuis sa fondation.

⁴⁴ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2021/199, 01/03/2021. [url](#)

⁴⁵ Sudan Tribune, 15/05/2021. [url](#)

⁴⁶ Sudan Tribune, 10/09/2019. [url](#)

⁴⁷ RFI, 22/10/2019. [url](#)

⁴⁸ RFI, 10/01/2020. [url](#)

⁴⁹ RFI, 31/08/2020. [url](#)

⁵⁰ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 17/09/2020. [url](#)

⁵¹ RFI, 03/10/2020. [url](#)

⁵² Le général Mohamed Hamdan Dagalo dit « Hemedti » occupe alors les fonctions de Vice-président du Conseil militaire de transition (CMT). Véritable homme fort du pouvoir militaire depuis la chute d'Omar el-Béchir, il dirige les Forces de soutien rapide (FSR) en partie issues des groupes *janjaweed* auteurs de graves exactions contre les populations civiles au Darfour au cours des années 2000.

⁵³ RFI, 28/03/2021. [url](#)

⁵⁴ Sudan Tribune, 29/09/2019. [url](#)

Le 8 octobre, les représentants des parties arrivent à Khartoum pour discuter du processus de mise en œuvre et le 12 octobre, le Conseil souverain et le Conseil des ministres entérinent l'Accord. Le 18 octobre, le Gouvernement de transition approuve l'inclusion de l'Accord de paix de Juba dans le Document constitutionnel du 17 août 2019. **Cette dynamique de paix est cependant fragilisée par le retrait de certains partis politiques et de groupes armés de l'Est du Soudan arguant de problèmes de représentation**⁵⁵. Le même jour, Abdelaziz al-Hilu rencontre Mohamed Hamdan Dagalo, en sa qualité de Président adjoint du Conseil souverain, à Juba⁵⁶.

Le 12 novembre, Abdel Fattah al-Burhan accorde, conformément à l'Accord de paix, une **amnistie générale à toutes les personnes ayant combattu dans des conflits armés au Soudan**, sauf celles faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, ou recherchées pour actes de génocide et crimes contre l'humanité ou pour crimes de guerre relevant de la compétence du Tribunal spécial chargé de juger les crimes commis au Darfour, créé au titre de l'Accord⁵⁷.

Le 15 novembre, les chefs des mouvements armés signataires de l'Accord sont accueillis par le Premier ministre Abdalla Hamdok à Khartoum. Des milliers de personnes se rassemblent dans le centre de la ville pour célébrer leur retour et la signature de l'accord de paix. Les leaders rebelles rencontrent également Abdel Fattah al-Burhan⁵⁸.

Le 25 mars 2021, le Mouvement de libération du Soudan (MLS)-faction Mustafa Tambour est le dernier mouvement signataire de l'Accord. Mustafa Tambour fait son retour à Khartoum le 3 avril 2021⁵⁹.

Le 28 mars 2021, les autorités de transition et le MPLS/N-faction al-Hilu signent, à Juba, une déclaration de principe devant servir de base à de prochaines négociations de paix, lesquelles s'ouvrent le 25 mai à Juba⁶⁰.

3. Une mise en œuvre laborieuse des termes de l'Accord de paix

3.1. D'intenses négociations précisent les futures institutions de la transition

Alors que les négociations durent depuis le début d'année, **le 26 octobre 2020, tous les partenaires de la transition s'accordent sur la composition du futur Conseil législatif de transition**, dont 60 membres seront désignés par l'armée, 165 par les FLC et 75 par les mouvements rebelles du FRS et de l'ALS-faction Minni Minawi⁶¹. Conformément à la Déclaration constitutionnelle adoptée en août 2019, **dans l'attente de la formation du Conseil législatif de transition, le pouvoir législatif est exercé conjointement par le Conseil souverain et le Conseil des ministres réunis en corps assemblés**⁶².

Début novembre, les autorités soudanaises approuvent le document constitutionnel, signé en août 2019 entre les FLC et le Conseil militaire de transition (CMT⁶³), dans sa nouvelle version amendée. Le texte prolonge de 14 mois la période de transition, la période de 39 mois initiale n'était, en effet, censée débiter qu'à partir de la signature de l'Accord de paix global (signé le 3 octobre 2020). Son texte est intégré dans le document constitutionnel. L'amendement prévoit également le passage du Conseil souverain de onze à quatorze membres, les trois nouveaux membres appartenant aux mouvements rebelles signataires de l'accord de paix de Juba⁶⁴.

Le 21 novembre, les FLC annoncent que la formation du Conseil législatif de transition ne sera pas achevée avant le 31 décembre pour permettre la prise en compte des positions du FRS et la tenue d'un

⁵⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/12/2020. [url](#)

⁵⁶ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/12/2020. [url](#)

⁵⁷ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/12/2020. [url](#)

⁵⁸ RFI, 16/11/2020. [url](#)

⁵⁹ Sudan Tribune, 04/04/2021. [url](#)

⁶⁰ RFI, 28/03/2021. [url](#) ; Sudan Tribune, 27/05/2021. [url](#)

⁶¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/1155, 01/12/2020. [url](#)

⁶² Sudan Tribune, 06/01/2020. [url](#)

⁶³ Le CMT est mis en place à la chute du président Omar el-Béhir en avril 2019. L'instance dirige le pays jusqu'en août 2019.

⁶⁴ RFI, 05/11/2020. [url](#)

dialogue approfondi avec les groupes non-signataires de la Déclaration pour la liberté et le changement (signée le 1^{er} janvier 2019) sur leur participation à la future instance législative⁶⁵.

Le 1^{er} décembre, Abdel Fattah al-Burhan signe un décret instituant un **Conseil des partenaires de transition**. Comptant 29 membres⁶⁶, cette nouvelle entité est présentée comme censée assurer la coordination entre les acteurs et régler les différends entre les diverses composantes politiques. **L'opposition civile et politique voit dans la création de ce nouvel organe de transition une tentative visant à renforcer le pouvoir des militaires**. Parmi les sources de tension figure la présence au sein de ce Conseil du lieutenant-général Abdelrahim Hamdan Dagalo, le frère de Hemedti⁶⁷.

Le 4 février 2021, le Conseil souverain publie un décret constitutionnel portant sa composition à 14 membres, avec l'arrivée de trois signataires de l'Accord : le Président du FRS et chef de la faction ALS-Conseil de transition (CT), El Hadi Idris, le chef du MPLS-faction Malik Agar, Malik Agar, et le chef de l'Alliance des forces de libération du Soudan, Al-Taher Abu Bakr Hagar⁶⁸.

3.2. Formation d'un gouvernement élargi le 8 février 2021

Le 8 février, après d'intenses tractations, le Premier ministre Abdalla Hamdok annonce la formation d'un gouvernement élargi incluant des représentants des FLC, qui obtiennent 17 portefeuilles ministériels, **et du FRS (7)**, Djibril Ibrahim, l'ancien chef rebelle du Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) devient ministre des Finances⁶⁹.

Ce nouveau gouvernement comprend 26 ministères. Quatre femmes sont titulaires des portefeuilles des Affaires étrangères, de la Gouvernance fédérale, de l'Enseignement supérieur et de l'Emploi et du Développement administratif. Les ministres de la Défense, de la Justice, de l'Irrigation, de l'Enseignement supérieur et des Affaires religieuses du précédent gouvernement conservent leur poste. Abdalla Hamdok informe de la nomination des gouverneurs des Etats et du Conseil législatif de transition, au plus tard, respectivement les 15 et 25 février. **Ce retard pris dans la formation du Conseil législatif s'explique par les négociations en cours concernant la répartition des sièges entre les différentes forces politiques soudanaises**⁷⁰.

3.3. Des tensions politiques sur fond de crise sociale exacerbée

En février, au lendemain de la formation du nouveau gouvernement, de nouvelles manifestations, parfois émaillées de violences, se déroulent à travers le pays contre l'augmentation du coût de la vie⁷¹.

En mai 2021, les nominations des gouverneurs des Etats et la formation du Conseil législatif étaient toujours attendues⁷². **La nomination de l'ancien chef rebelle darfourien Minni Minawi au poste de Gouverneur du Darfour**, le 29 avril, conformément aux dispositions de l'Accord de Juba, fait figure de seule exception notable en matière de mise en œuvre concrète des dispositions de l'Accord⁷³.

Le 2 mai, Abdel Fattah al-Burhan appellent à l'unité des forces de la transition et à la fin des dissensions responsables, selon lui, du retard dans la formation du Conseil législatif. Hadi Idriss, membre du Conseil souverain et chef du FRS, s'inquiète également de ces rivalités entre les différentes forces composantes de la transition politique⁷⁴.

Le 15 mai, le président du Conseil souverain remet à la justice les résultats de l'enquête de l'armée sur la répression meurtrière du 3 juin 2019. Les conclusions de l'enquête comportent une liste avec des

⁶⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, S/2020/1155, 01/12/2020. [url](#)

⁶⁶ 6 représentants de l'armée, le Premier ministre, 13 représentants des FLC, 9 signataires de l'Accord de Juba pour la paix au Soudan.

⁶⁷ RFI, 11/12/2020. [url](#)

⁶⁸ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/03/2021. [url](#)

⁶⁹ RFI, 09/02/2021. [url](#)

⁷⁰ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/03/2021. [url](#)

⁷¹ VOA Afrique, 10/02/2021. [url](#)

⁷² Nations Unies, Conseil de Sécurité, 17/05/2021. [url](#)

⁷³ Sudan Tribune, 02/05/2021. [url](#)

⁷⁴ Sudan Tribune, 02/05/2021. [url](#)

noms de soldats soupçonnés d'être impliqués dans le massacre. Ordre est donné de lever leur immunité pour que la justice prenne le relais et enquête⁷⁵.

Le 26 mai, Yasser Arman, le Vice-président du MPLS/N-faction Malik Agar, accuse les services de renseignements d'aider à la formation de nouveaux groupes armés dans le but d'affaiblir les mouvements signataires des accords de paix. Le 28 mai, les mouvements rebelles darfour signataires de l'accord de paix⁷⁶ accusent la composante militaire du Gouvernement de transition de ralentir à dessin la mise en œuvre des dispositions sécuritaires de l'accord de Juba⁷⁷.

Le 3 juin, des milliers de personnes manifestent à Khartoum, deux ans après le massacre du *sit-in*, pour réclamer justice pour les victimes de la répression et des crimes perpétrés par le précédent régime⁷⁸.

Le 6 juin, le numéro deux de la transition, **le général Mohamed Hamdan Dagalo dit « Hemedti »**, refuse publiquement l'intégration de ses Forces de soutien rapide au sein de l'armée sous un commandement unifié, projet pourtant porté par le président du Conseil souverain, le général Abdel Fattah al-Burhan, et soutenu par les forces civiles⁷⁹.

Début juin, la décision prise par le gouvernement de mettre fin aux subventions sur le carburant entraîne le doublement, du jour au lendemain, du prix du gallon d'essence à la pompe et provoque de vives tensions à travers le pays. Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre d'une cure d'austérité amorcée depuis la chute d'Omar el-Béchir, vise à permettre au pays de satisfaire aux exigences du Fonds Monétaire Internationale (FMI) en vue d'un allègement de la dette soudanaise. Elle est toutefois difficilement acceptée par une population déjà très durement touchée par la crise économique. Des manifestations sporadiques éclatent dans plusieurs quartiers de Khartoum et sont réprimées par les forces de police. Des dizaines, parfois des centaines de personnes se réunissent spontanément, de jour comme de nuit, lèvent des barricades et enflamment des pneus⁸⁰.

4. Situation sécuritaire

4.1. Une situation de plus en plus précaire au Darfour

4.1.1. Des violences intercommunautaires en nette recrudescence en 2020

En 2020, l'état général de la sécurité au Darfour reste marqué par des violences intercommunautaires persistantes, des affrontements intermittents dans la région du Jebel Marra entre l'Armée de libération du Soudan (ALS)-faction Abdel Wahid (AW) et les forces gouvernementales, et des luttes intestines entre factions de l'ALS-AW⁸¹.

Au cours du premier semestre 2020, des accrochages réguliers opposent communautés nomades et communautés agricoles pour l'accès aux ressources naturelles au Darfour-Ouest⁸². **En 2020, la moitié des 40 épisodes de violence intercommunautaire enregistrés au Darfour se sont produits au Darfour occidental**⁸³.

Le 2 juin 2020, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte deux résolutions. L'une crée à Khartoum une mission politique et l'autre maintient la mission au Darfour jusqu'au moins la fin de l'année, alors qu'elle devait prendre fin en octobre 2020. Baptisée Mission intégrée des Nations unies pour l'assistance à la transition au Soudan (Minuats), cette mission onusienne sera notamment chargée d'aider le Gouvernement de transition à rédiger une nouvelle Constitution et organiser des élections prévues à la fin de la transition en 2022⁸⁴.

⁷⁵ RFI, 16/05/2021. [url](#)

⁷⁶ A savoir l'ALS-faction Minni Minawi, le Mouvement pour la justice et l'égalité, l'Alliance soudanaise et l'ALS-Conseil de transition.

⁷⁷ Sudan Tribune, 29/05/2021. [url](#)

⁷⁸ RFI, 05/06/2021. [url](#)

⁷⁹ Sudan Tribune, 06/06/2021. [url](#)

⁸⁰ RFI, 13/06/2021. [url](#)

⁸¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/12/2020. [url](#)

⁸² Nations Unies, Conseil de Sécurité, 17/09/2020. [url](#)

⁸³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/03/2021. [url](#)

⁸⁴ RFI, 04/06/2020. [url](#)

En juillet 2020, le Darfour voit se multiplier les violences meurtrières, liées à la question de l'accès à la terre, entre nomades arabes et agriculteurs de tribus dites négro-africaines. Le 24 juillet, au Darfour-Sud, des hommes armés tuent une vingtaine de personnes retournées sur leurs terres pour la première fois depuis des années⁸⁵. Alors que plusieurs incidents avaient été enregistrés dans la zone depuis le 19 juillet, plusieurs centaines d'hommes armés attaquent, le 25 juillet, la localité de Masteri, située à une cinquantaine de kilomètres de la capitale provinciale, El Geneina, au Darfour-Ouest, tuant plus d'une soixantaine de personnes appartenant à la communauté massalit⁸⁶.

Fin décembre 2020, les autorités soudanaises annoncent le déploiement d'un important contingent militaire dans le Sud du Darfour après des affrontements entre Fallata et Massalit, pour une source d'eau, qui ont fait une quinzaine de morts⁸⁷.

Le 31 décembre 2020 marque la fin officielle de la Mission conjointe de maintien de la paix de l'ONU et de l'Union africaine au Darfour (Minuad) déployée depuis 2007. L'évacuation de l'ensemble du personnel et du matériel commence le 1^{er} janvier et devrait se terminer le 30 juin. L'ONU reste au Soudan via la Minuats. **Ce retrait des quelques 8 000 membres de la mission onusienne, militaires, policiers et civils, étalé sur une période de six mois, suscite certaines inquiétudes au sein de la population darfourie tant la situation sécuritaire demeure précaire avec notamment une recrudescence des affrontements intertribaux**⁸⁸.

4.1.2. Une dégradation de la situation sécuritaire en 2021

Début 2021, des affrontements armés majeurs se déroulent dans plusieurs zones du Darfour. Le Jebel Marra connaît de violents combats entre deux sous-factions rivales de l'ALS-AW, dirigées respectivement par Salih Borsa et Mubarak Aldouk, sur fond de divergences quant au déroulement du processus de paix. Toujours au Jebel Marra, les 24 et 31 janvier, les forces armées soudanaises lancent des attaques contre des positions de l'ALS-AW⁸⁹. Entre février et mai 2021, aucun autre affrontement n'est, en revanche, signalé entre forces armées soudanaises et l'ALS-AW⁹⁰.

De graves violences éclatent le 15 janvier entre Massalit et nomades arabes du clan Rizeigat des Mahamid à El-Geneina et dans le camp de déplacés voisin de Krinding (Darfour-Ouest). Le gouverneur de la province instaure un couvre-feu, le 16 janvier, avec fermeture des marchés et interdiction de tout rassemblement⁹¹. Plus de 160 civils perdent la vie dans ces violences, qui provoquent également le déplacement de près de 100 000 personnes. Le Gouvernement de transition envoie des forces supplémentaires dans la zone pour rétablir le calme⁹².

Le 18 janvier, de **violents affrontements opposent les tribus Fallata et Rizeigat au Darfour-Sud**, après l'attaque par des Rizeigat du village fallata de Saadoun. 55 personnes meurent dans les combats qui provoquent le déplacement de plus de 20 000 personnes. Les forces de sécurité se déploient pour créer des zones tampons entre les deux communautés⁹³.

En mars 2021, le Conseil souverain gracie Musa Hilal, l'ancien chef des milices arabes Janjawids coupables de graves violations des droits humains au Darfour, arrêté fin 2017. Selon certaines sources, les autorités de transition espèrent apaiser la colère grandissante des partisans du chef tribal mahamid-rizeigat et ainsi pacifier le Darfour en proie à de graves tensions intercommunautaires⁹⁴.

Début avril à El-Geneina, de nouveaux affrontements opposent Massalit et Mahamid-Rizeigat. Plus de 140 personnes sont tuées dans des combats à l'arme lourde. Ces violences font plus de

⁸⁵ France 24, 25/07/2020. [url](#)

⁸⁶ France 24, 27/07/2020. [url](#)

⁸⁷ VOA Afrique, 28/12/2020. [url](#)

⁸⁸ France 24, 01/01/2021. [url](#)

⁸⁹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/03/2021. [url](#)

⁹⁰ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 17/05/2021. [url](#)

⁹¹ RFI, 17/01/2021. [url](#)

⁹² Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/03/2021. [url](#)

⁹³ France 24, 19/01/2021. [url](#) ; Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/03/2021. [url](#)

⁹⁴ RFI, 12/03/2021. [url](#)

65 000 déplacés⁹⁵. Les autorités soudanaises décrètent l'état d'urgence au Darfour-Ouest⁹⁶. Le 12 avril, Abdel Fattah al-Burhan se rend à El-Genaina pour y rencontrer le chef des Massalit et le chef de la délégation des tribus arabes. Alors que les patrouilles militaires ont été renforcées, aucun incident majeur n'a été signalé depuis le 8 avril. **Les autorités militaires annoncent la formation d'une force de 12 000 hommes, incluant d'anciens rebelles, pour assurer la sécurité au Darfour**⁹⁷.

Début juin, des **heurts entre les tribus Fallata et al Ta'aisyha** à Dafouk, près de la frontière centrafricaine, au Darfour-Sud font 36 morts et une quarantaine de blessés. Un différend concernant des terres agricoles est à l'origine des violences. L'interposition rapide des forces de sécurité soudanaises permet un précaire retour au calme⁹⁸.

4.2. De violents conflits intercommunautaires dans l'Est et le Sud du pays

En août 2019, de **violents affrontements** opposent à Port Soudan, la capitale de l'État de la Mer Rouge au Nord-Est du pays, les **tribus Nouba et Beni Amer**. Ces affrontements, qui font plusieurs dizaines de victimes, s'inscrivent dans la continuité des violences survenues en mai 2019 à Gedaref pour des questions de partage de l'eau. Les autorités imposent l'état d'urgence et dépêchent dans la zone des unités des Forces de soutien rapide⁹⁹.

En mai 2020, de nouveaux affrontements opposent Beni Amer et Nouba dans les Etats du Sennar et de Kassala, dans l'Est du pays. Ces combats font plus d'une trentaine de victimes et une centaine de blessés. Un traité de paix et une amnistie avaient pourtant été signés, en mars, entre les deux tribus, en présence du Premier ministre Abdalla Hamdok¹⁰⁰. Le 13 juillet 2020, les deux communautés signent un accord de paix en présence de membres du Conseil souverain et des FLC¹⁰¹.

En juin 2020, **Arabes Misseriya et Nouba** s'affrontent au Kordofan occidental, les combats font de nombreuses victimes. Un accord de cessez-le-feu est négocié entre les deux communautés¹⁰².

Le 14 octobre 2020, une escalade des tensions entre **Beni Amer et Beja**, ayant pour origine la nomination au poste de Gouverneur provisoire de l'Etat de Kassala, provoque des affrontements à Port-Soudan et Souakin dans l'Etat de la Mer Rouge. Six membres de la tribu beja sont tués et une vingtaine d'autres sont blessés. Un couvre-feu est décrété par les autorités régionales du 14 au 18 octobre. Le 15 octobre, de nouvelles violences éclatent lors d'une manifestation de la communauté Beni Amer, sept manifestants sont tués¹⁰³.

5. Les tensions avec l'Éthiopie dans l'Est

Le 28 mai 2020, les sources soudanaises font état d'un accrochage survenu entre des miliciens amhara et une patrouille de l'armée soudanaise en territoire soudanais, autour d'un point d'eau, sur la rivière Atbara qui traverse la frontière entre l'Éthiopie et le Soudan. Les miliciens éthiopiens, d'abord repoussés, auraient contre-attaqué avec le renfort de militaires de l'armée régulière¹⁰⁴.

En novembre 2020, lorsque la guerre éclate dans la province du Tigré, l'armée éthiopienne retire une partie de ses forces de la zone du **triangle d'el-Fashaga**, un territoire agricole, revendiqué par l'Éthiopie et le Soudan¹⁰⁵, où vivent des cultivateurs et des miliciens éthiopiens depuis plusieurs décennies. **Les forces soudanaises profitent alors de la situation et reprennent le contrôle d'une partie de la**

⁹⁵ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 17/05/2021. [url](#)

⁹⁶ RFI, 06/04/2021. [url](#)

⁹⁷ RFI, 15/04/2021. [url](#) ; Sudan Tribune, 16/04/2021. [url](#)

⁹⁸ RFI, 08/06/2021. [url](#)

⁹⁹ RFI, 29/08/2019. [url](#)

¹⁰⁰ RFI, 11/05/2020. [url](#)

¹⁰¹ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 17/09/2020. [url](#)

¹⁰² Nations Unies, Conseil de Sécurité, 17/09/2020. [url](#)

¹⁰³ Nations Unies, Conseil de Sécurité, 01/12/2020. [url](#)

¹⁰⁴ RFI, 30/05/2020. [url](#)

¹⁰⁵ Le Soudan veut qu'on applique la démarcation établie en 1903 entre les Britanniques et l'Éthiopie. Mais Addis-Abeba ne reconnaît pas cet accord.

région. A partir de décembre 2020, des affrontements réguliers y opposent l'armée soudanaise à des milices éthiopiennes appelées *Shifita*¹⁰⁶ soutenues par les forces éthiopiennes¹⁰⁷.

Le 15 décembre, quatre soldats soudanais sont tués dans une embuscade. De nouveaux combats sont signalés les 19 et 21 décembre. L'armée soudanaise renforce sa présence dans l'État de Gedaref. Le chef du Conseil souverain, le général Abdel Fattah al-Burhan, se rend sur place pour apporter son soutien aux troupes soudanaises¹⁰⁸.

Début janvier 2021, le triangle d'el-Fashaga, est le théâtre de nouvelles violences. Plusieurs sources soudanaises mettent en cause des miliciens *Shifita*, lesquels auraient attaqué le village soudanais de Leya alors que les habitants récoltaient le maïs. Six civils auraient été tués¹⁰⁹.

En février, le ton continue de monter entre Khartoum et Addis-Abeba alors que des escarmouches et des tirs d'artillerie ont déjà fait plusieurs dizaines de morts. Les autorités soudanaises rappellent leur ambassadeur en poste dans la capitale éthiopienne. L'Éthiopie accuse, quant à elle, le Soudan d'avoir violé les principes de base du droit international, de mener une campagne de désinformation et d'adopter une attitude provocatrice envers Addis-Abeba. Ces tensions frontalières sont également attisées par le désaccord sur le remplissage du barrage de la Renaissance¹¹⁰. En effet, Addis-Abeba compte commencer d'une manière unilatérale le remplissage de la deuxième phase du barrage en dépit des protestations du Soudan et de l'Égypte¹¹¹.

¹⁰⁶ Terme désignant des groupes de brigands sévissant en Éthiopie, en Érythrée, au Kenya, en Somalie ou en Tanzanie.

¹⁰⁷ RFI, 06/12/2020. [url](#)

¹⁰⁸ RFI, 18/12/2020. [url](#) ; RFI, 25/12/2020. [url](#)

¹⁰⁹ RFI, 12/01/2021. [url](#)

¹¹⁰ Le barrage de la Renaissance est un barrage en construction en Éthiopie, dans l'État de Benishangul-Gumuz. Le projet suscite de vives tensions avec les pays situés en aval (Soudan et Égypte), qui craignent une diminution des débits d'eau et des apports en limon.

¹¹¹ RFI, 19/02/2021. [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juin 2021.

Organisations intergouvernementales

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Situation au Soudan et les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan – Rapport du Secrétaire général », S/2021/470, 17/05/2021. <https://undocs.org/fr/S/2021/470>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « La situation au Soudan et les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan – Rapport du Secrétaire général », S/2021/199, 01/03/2021. <https://undocs.org/fr/S/2021/199>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Situation au Soudan et activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan – Rapport du Secrétaire général », S/2020/1155, 01/12/2020. <https://undocs.org/fr/S/2020/1155>

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Rapport du Secrétaire général sur la situation au Soudan et les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan », S/2020/912, 17/09/2020. <https://undocs.org/fr/S/2020/912>

Médias

RFI, « Soudan : manifestations sporadiques suite à la fin des subventions sur le carburant », 13/06/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210613-soudan-manifestations-sporadiques-suite-%C3%A0-la-fin-des-subventions-sur-le-carburant>

RFI, « Le calme revient au Darfour-Sud après des heurts meurtriers entre tribus », 08/06/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210608-le-calme-revient-au-darfour-sud-apr%C3%A8s-des-heurts-meurtriers-entre-tribus>

Sudan Tribune, « Hemetti rejects integration of his RSF militiamen in Sudanese army », 06/06/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69645>

RFI, « Les Soudanais excédés par la lenteur de la justice et de la transition démocratique », 05/06/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210605-les-soudanais-exc%C3%A9d%C3%A9s-par-la-lenteur-de-la-justice-et-de-la-transition-d%C3%A9mocratique>

Sudan Tribune, « Darfur armed groups accuse Sudan's military of delaying security arrangements », 29/05/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69613>

Sudan Tribune, « Sudanes govt, SPLM-N al-Hilu reiterate readiness for negotiations », 27/05/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69607>

Sudan Tribune, « Sudan's investigation committee seeks credible evidence », 25/05/2021. https://www.sudantribune.com/spip.php?iframe&page=imprimable&id_article=69604

RFI, « Soudan : une femme membre du Conseil souverain démissionne », 24/05/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210524-soudan-une-femme-membre-du-conseil-souverain-d%C3%A9missionne>

RFI, « Soudan : l'armée remet son enquête sur la répression meurtrière de 2019 », 16/05/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210516-soudan-l-arm%C3%A9e-remet-son-enqu%C3%Aate-sur-la-r%C3%A9pression-meurtri%C3%A8re-de-2019>

Sudan Tribune, « FFC forces agree to reform structures of Sudan's ruling coalition », 15/05/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69567>

RFI, « Soudan : le Premier ministre Hamdok dénonce la répression de la manifestation à Khartoum », 12/05/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210512-soudan-le-premier-ministre-hamdok-d%C3%A9nonce-la-r%C3%A9pression-de-la-manifestation-%C3%A0-khartoum>

Sudan Tribune, « 2 killed during commemoration of Sudanese revolution's martyrs », 12/05/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69556>

Sudan Tribune, « Sudanese army arrests killers of protesters : statement », 12/05/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69560>

Sudan Tribune, « Burhan calls for the unity of Sudan transition forces », 02/05/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69516>

Sudan Tribune, « Minnawi appointed governor of Darfur region », 02/05/2021. https://www.sudantribune.com/spip.php?iframe&page=imprimable&id_article=69513

Sudan Tribune, « Darfur joint protection force to be formed within two weeks, official », 16/04/2021. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69445>

RFI, « Soudan : le président du Conseil souverain, Abdel Fattah al-Burhan, en déplacement au Darfour », 15/04/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210415-soudan-le-pr%C3%A9sident-du-conseil-souverain-abdel-fattah-al-burhan-en-d%C3%A9placement-au-darfour>

Radio Dabanga, « Sudan police disperse protests with tear gas », 12/04/2021. <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-police-disperse-protests-with-tear-gas>

RFI, « Soudan : l'état d'urgence décrété au Darfour-Ouest », 06/04/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210406-soudan-l-%C3%A9tat-d-urgence-d%C3%A9cr%C3%A9t%C3%A9-au-darfour-ouest>

Sudan Tribune, « Former Darfur rebel leader returns to Khartoum », 04/04/2021. https://www.sudantribune.com/spip.php?iframe&page=imprimable&id_article=69398

RFI, « Soudan : accord de principe avec l'un des derniers groupes rebelles non signataires de l'accord de paix », 28/03/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210328-soudan-accord-de-principe-avec-l-un-des-derniers-groupes-rebelles-non-signataires-de-l-accord-de-paix>

RFI, « Soudan : libération de Musa Hilal, l'ex-chef des miliciens Janjawids », 12/03/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210312-soudan-lib%C3%A9ration-de-musa-hilal-l-ex-chef-des-miliciens-janjawids>

Radio Dabanga, « New protests and strikes throughout Sudan », 23/02/2021. <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/new-strikes-throughout-sudan>

RFI, « Jusqu'où ira l'escalade entre le Soudan et l'Éthiopie ? », 19/02/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210219-jusqu-o%C3%B9-ira-l-escalade-entre-le-soudan-et-l-%C3%A9thiopie>

VOA Afrique, « Soudan : nouvelles manifestations contre la vie chère », 10/02/2021. <https://www.voafrique.com/a/soudan-nouvelles-manifestations-contre-la-vie-ch%C3%A8re/5772435.html>

RFI, « Après des mois de négociations, un nouveau gouvernement pour le Soudan », 09/02/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210209-apr%C3%A8s-des-mois-de-n%C3%A9gociations-un-nouveau-gouvernement-pour-le-soudan>

Radio Dabanga, « Protests over bread, transport, and excessive violence by authorities continue in Sudan », 05/02/2021. <https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/protests-over-bread-transport-and-excessive-violence-by-authorities-continue-in-sudan>

France 24, « Des violences entre tribus rivales au Darfour font près de 140 morts en trois jours », 19/01/2021. <https://www.france24.com/fr/afrique/20210119-des-violences-entre-tribus-rivales-au-darfour-font-pr%C3%A8s-de-140-morts-en-trois-jours>

RFI, « Soudan : de nombreux morts au Darfour sur fond de dégradation sécuritaire dans la région », 17/01/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210117-soudan-48-morts-au-darfour-sur-fond-de-d%C3%A9gradation-s%C3%A9curitaire-dans-la-r%C3%A9gion>

RFI, « Soudan : nouvelles violences à la frontière avec l’Ethiopie », 12/01/2021. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210112-soudan-nouvelles-violences-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-avec-l-ethiopie>

France 24, « Soudan : la fin de la mission de l’ONU au Darfour fait craindre des violences », 01/01/2021. <https://www.france24.com/fr/afrique/20210101-soudan-la-fin-de-la-mission-de-l-onu-au-darfour-fait-craindre-des-violences>

VOA Afrique, « Soudan : déploiement militaire au Darfour après des affrontements tribaux », 28/12/2020. <https://www.voafrique.com/a/soudan-d%C3%A9ploiement-militaire-au-darfour-apr%C3%A8s-des-affrontements-tribaux/5715735.html>

RFI, « La tension monte entre le Soudan et l’Ethiopie autour du triangle d’el-Fashaga », 25/12/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201225-la-tension-monte-entre-le-soudan-et-l-%C3%A9thiopie-autour-du-triangle-d-el-fashaga>

France 24, « Soudan : des milliers de manifestants en colère au deuxième anniversaire de la révolte », 20/12/2020. <https://www.france24.com/fr/afrique/20201220-soudan-des-milliers-de-manifestants-en-col%C3%A8re-au-deuxi%C3%A8me-anniversaire-de-la-r%C3%A9volte>

RFI, « Deux ans après la révolution, les Soudanais à nouveau dans la rue », 19/12/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201219-deux-ans-apr%C3%A8s-la-r%C3%A9volution-les-soudanais-%C3%A0-nouveau-dans-la-rue>

RFI, « Soudan : nouvelle montée de tension dans le triangle d’el-Fashaga à la frontière éthiopienne », 18/12/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201218-soudan-nouvelle-mont%C3%A9e-de-tension-dans-le-triangle-d-el-fashaga-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-%C3%A9thiopienne>

RFI, « Soudan : le général al-Burhan se met à dos opposition politique et société civile », 11/12/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201211-soudan-le-g%C3%A9n%C3%A9ral-al-burhan-se-met-%C3%A0-dos-opposition-politique-et-soci%C3%A9t%C3%A9-civile>

RFI, « En marge du conflit au Tigré, l’armée soudanaise reprend une partie du triangle d’el-Fashaga », 06/12/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201206-en-marge-du-conflit-au-tigr%C3%A9-l-arm%C3%A9e-soudanaise-reprend-une-partie-du-triangle-d-el-fashaga>

RFI, « Soudan : des chefs rebelles de retour à Khartoum accueillis par le Premier ministre », 16/11/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201116-soudan-chefs-rebelle-retour-%C3%A0-khartoum-accueillis-le-premier-ministre>

RFI, « Soudan : le document constitutionnel amendé approuvé par les autorités », 05/11/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201105-soudan-le-document-constitutionnel-amend%C3%A9-approuv%C3%A9-les-autorit%C3%A9s>

RFI, « Soudan : un accord de paix historique signé entre le gouvernement et des rebelles », 03/10/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201003-soudan-accord-paix-historique-sign%C3%A9-entre-le-gouvernement-et-rebelles>

Sudan Tribune, « Al-Nur renews rejection to join Sudan’s peace process after meeting Hamdok », 29/09/2019. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article68214>

RFI, « Soudan : accord de paix historique paraphé entre gouvernement et groupes armés », 31/08/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200831-soudan-accord-paix-paraphe-darfour-nil-bleu-kordofan-gouvernement-groupes-armes>

VOA Afrique, « Environ 3000 Soudanais marchent à Khartoum pour exiger les réformes promises il y a un an », 17/08/2020. <https://www.voafrique.com/a/des-milliers-de-soudanais-r%C3%A9clament-la-mise-en-oeuvre-acc%C3%A9l%C3%A9e-des-r%C3%A9formes/5547137.html>

France 24, « Soudan : plus de 60 tués et 60 blessés dans un nouveau massacre au Darfour », 27/07/2020. <https://www.france24.com/fr/20200727-soudan-plus-de-60-tu%C3%A9s-et-60-bless%C3%A9s-dans-un-nouveau-massacre-au-darfour>

France 24, « Soudan : une attaque armée fait plusieurs morts au Darfour », 25/07/2020. <https://www.france24.com/fr/20200725-soudan-une-attaque-arm%C3%A9e-au-darfour-fait-plusieurs-morts>

RFI, « Soudan : l'ex-président Omar el-Béchir devant la justice pour le coup d'Etat de 1989 », 21/07/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200720-soudan-nouveau-proces-ancien-president-omar-el-bechir-coup-etat-1989>

RFI, « Soudan : la région du Darfour-Nord placée en état d'urgence », 14/07/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200714-soudan-la-r%C3%A9gion-darfour-nord-plac%C3%A9e-en-%C3%A9tat-durgence>

RFI, « Soudan : le Premier ministre Hamdok remanie le gouvernement de transition », 10/07/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200710-soudan-premier-ministre-hamdok-remaniement>

VOA Afrique, « Des dizaines de milliers de manifestants soudanais réclament des réformes », 30/06/2020. <https://www.voafrique.com/a/des-dizaines-de-milliers-de-manifestants-soudanais-r%C3%A9clament-des-r%C3%A9formes/5483215.html>

RFI, « Soudan : dissolution des Forces de défenses populaires, milices supplétives de Béchir », 11/06/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200610-soudan-dissolution-forces-d%C3%A9fenses-populaires-milices-suppl%C3%A9tives-b%C3%A9chir>

RFI, « L'ONU crée une mission pour soutenir la transition au Soudan », 04/06/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200604-lonu-cr%C3%A9e-une-mission-soutenir-la-transition-soudan>

RFI, « Accrochages frontaliers entre l'Éthiopie et le Soudan », 30/05/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200530-accrochages-frontaliers-ethiopie-soudan>

RFI, « Soudan : affrontements intercommunautaires meurtriers à la frontière avec l'Érythrée », 11/05/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200511-soudan-affrontements-intercommunautaires-meurtriers-%C3%A0-la-fronti%C3%A8re-l-%C3%A9rythr%C3%A9e>

Sudan Tribune, « Islamists behind attempts to destabilize Sudanese revolution : Burhan », 25/04/2020. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69257>

Sudan Tribune, « SRF renews rejection of Sudan's civilian governors' appointment before peace », 14/04/2020. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69216>

RFI, « Soudan : les familles des victimes du 3 juin 2019 réclament justice », 11/04/2020. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200411-soudan-massacre-3-juin-khartoum-familles-victimes-justice>

Sudan Tribune, « Sudan ruling partners to reform state institutions », 06/04/2020. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69190>

Sudan Tribune, « Sudan arrests suspects including foreigners involved in Hamdok's assassination attempt », 12/03/2020. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article69094>

Sudan Tribune, « Sudan says Hamdok assassination attempt was « terrorist attack », 09/03/2020.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article69084>

Sudan Tribune, « Sudan's Hamdok, survives assassination attempt », 09/03/2020.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article69082>

Sudan Tribune, « FFC groups to press prime minister on Sudan civilian governors », 05/03/2020.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article69068>

Sudan Tribune, « Sudan's SPA says peace process should not hamper democratic transition », 18/01/2020. <https://www.sudantribune.com/spip.php?article68868>

RFI, « Soudan : visite historique d'Abdallah Hamdok dans la région des monts Nuba », 10/01/2020.
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200109-soudan-visite-historique-abdalla-hamdok-region-monts-nuba>

Sudan Tribune, « Sudan's FFC launch discussions on transitional parliament », 06/01/2020.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article68817>

RFI, « Soudan : Omar el-Béchir condamné à 2 ans de détention en centre spécialisé », 14/12/2019.
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/2min/20191214-soudan-omar-el-bechir-condamne-deux-ans-residence-surveillee>

Sudan Tribune, « Al-Bashir's supporters demonstrate against Hamdok government », 14/12/2019.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article68697>

France 24, « Soudan : le parti d'Omar el-Béchir dissous, son régime « démantelé » », 29/11/2019.
<https://www.france24.com/fr/20191129-soudan-le-parti-d-omar-el-b%C3%A9chir-dissous-son-r%C3%A9gime-d%C3%A9mantel%C3%A9>

Sudan Tribune, « Sudan's transition bodies pass laws to break up former regime », 28/11/2019.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article68606>

Sudan Tribune, « Sudan's FFC forms enhanced leadership structures », 04/11/2019.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article68446>

RFI, « Manifestations d'ampleur au Soudan pour réclamer la fin du parti NCP », 22/10/2019.
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191022-manifestations-ampleur-soudan-parti-ncp-bechir>

RFI, « Soudan : un accord d'étape pour la paix signé avec le Front révolutionnaire », 22/10/2019.
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191022-soudan-accord-signé-front-revolutionnaire-daglo-hadi-idriss-yahia-srf>

Sudan Tribune, « Sudanese parties to launch peace talks in October », 10/09/2019.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article68097>

RFI, « Soudan : le premier gouvernement post-Béchir dévoilé », 05/09/2019.
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190905-soudan-premier-gouvernement-post-bechir-devoile>

RFI, « A Port Soudan, les affrontements tribaux reprennent malgré l'état d'urgence », 29/08/2019.
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190829-affrontements-tribaux-reprennent-port-soudan-malgre-etat-urgence>

Sudan Tribune, « Hamdok delays formation of Sudan's transitional government », 28/08/2019.
<https://www.sudantribune.com/spip.php?article68018>

France 24, « Au Soudan, le Conseil souverain et le nouveau Premier ministre investis », 21/08/2019.
<https://www.france24.com/fr/20190821-soudan-investiture-conseil-souverain-premier-ministre-transition>

France 24, « Transition au Soudan : Le Conseil souverain a prêté serment », 21/08/2019.
<https://www.france24.com/fr/20190821-soudan-composition-conseil-souverain-transition-al-burhane>

Jeune Afrique, « Soudan : Omar el-Béchir inculpé pour le « meurtre » de manifestants », 14/05/2019.
<https://www.jeuneafrique.com/774271/politique/soudan-omar-el-bechir-inculpe-pour-le-meurtre-de-manifestants/>